

RÈGLEMENT (CE) N° 2161/98 DE LA COMMISSION

du 7 octobre 1998

relatif à la vente, dans le cadre de la procédure définie au règlement (CEE) n° 2539/84 de viandes bovines détenues par certains organismes d'intervention et destinées à être exportées vers certaines destinations et abrogeant le règlement (CE) n° 788/98

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté européenne,

vu le règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil du 27 juin 1968 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 1633/98 ⁽²⁾, et notamment son article 7, paragraphe 3,

considérant que l'application des mesures d'intervention dans le secteur de la viande bovine a conduit à la création de stocks dans plusieurs États membres; que des débouchés existent dans certains pays tiers pour les produits en question; que, en vue d'éviter une prolongation excessive du stockage, il y a lieu de mettre une partie de ces stocks en vente pour l'exportation vers ces pays dans le cadre d'une procédure d'adjudication; que, en vue de permettre la vente d'une qualité uniforme des produits, il convient de mettre en vente la viande achetée conformément à l'article 6 du règlement (CEE) n° 805/68;

considérant que le règlement (CEE) n° 2539/84 de la Commission du 5 septembre 1984 portant modalités particulières de certaines ventes de viandes bovines congelées détenues par les organismes d'intervention ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2417/95 ⁽⁴⁾, a prévu la possibilité de l'application d'une procédure à deux phases lors de la vente de viandes bovines en provenance de stocks d'intervention;

considérant qu'il convient de procéder à cette vente, conformément au règlement (CEE) n° 2539/84, ainsi qu'au règlement (CEE) n° 3002/92 de la Commission du 16 octobre 1992 établissant les modalités communes de contrôle de l'utilisation et/ou de la destination de produits provenant de l'intervention ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 770/96 ⁽⁶⁾;

considérant que, en vue d'assurer une procédure d'adjudication régulière et uniforme, des mesures devraient être prises en plus de celles fixées à l'article 8, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 2173/79 de la Commission du 4 octobre 1979 relatif aux modalités d'application concer-

nant l'écoulement des viandes bovines achetées par les organismes d'intervention ⁽⁷⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2417/95;

considérant qu'il convient de prévoir des dérogations aux dispositions de l'article 8, paragraphe 2, point b), du règlement (CEE) n° 2173/79, compte tenu des difficultés administratives que l'application de ce point soulève dans les États membres concernés;

considérant que, pour des raisons administratives, il y a lieu de fixer une quantité minimale pour l'offre tout en tenant compte de la pratique commerciale;

considérant que, pour des raisons pratiques, aucune restitution à l'exportation n'est octroyée pour la viande vendue dans le cadre du présent règlement; que, toutefois, les acheteurs sont tenus de demander des certificats d'exportation pour la quantité attribuée, selon les dispositions du règlement (CE) n° 1445/95 de la Commission du 26 juin 1995 portant modalités d'application du régime des certificats d'importation et d'exportation dans le secteur de la viande bovine ⁽⁸⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 759/98 ⁽⁹⁾; qu'il y a lieu en conséquence d'adapter le délai de prise en charge visé à l'article 6 du règlement (CEE) n° 2539/84;

considérant que, en vue de garantir l'exportation des viandes vendues vers les pays tiers éligibles, il y a lieu de prévoir la constitution d'une garantie avant la prise en charge et de définir les exigences principales y relatives;

considérant que les produits provenant de stocks d'intervention peuvent avoir subi dans certains cas plusieurs manipulations; que, afin de contribuer à une bonne présentation et commercialisation, il semble opportun d'autoriser, dans des conditions précises, le réemballage de ces produits;

considérant que le règlement (CE) n° 788/98 ⁽¹⁰⁾ devrait être abrogé;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion de la viande bovine,

⁽¹⁾ JO L 148 du 28. 6. 1968, p. 24.

⁽²⁾ JO L 210 du 28. 7. 1998, p. 7.

⁽³⁾ JO L 238 du 6. 9. 1984, p. 13.

⁽⁴⁾ JO L 248 du 14. 10. 1995, p. 39.

⁽⁵⁾ JO L 301 du 17. 10. 1992, p. 17.

⁽⁶⁾ JO L 104 du 27. 4. 1996, p. 13.

⁽⁷⁾ JO L 251 du 5. 10. 1979, p. 12.

⁽⁸⁾ JO L 143 du 27. 6. 1995, p. 35.

⁽⁹⁾ JO L 105 du 4. 4. 1998, p. 7.

⁽¹⁰⁾ JO L 113 du 15. 4. 1998, p. 25.

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article 2

Article premier

1. Il est procédé à la vente des produits d'intervention achetés conformément à l'article 6 du règlement (CEE) n° 805/68 d'environ:

- a) — 2 000 tonnes de viandes bovines non désossées, détenues par l'organisme d'intervention espagnol,
- 2 000 tonnes de viandes bovines non désossées, détenues par l'organisme d'intervention allemand,
- 2 000 tonnes de viandes bovines non désossées, détenues par l'organisme d'intervention autrichien,
- 500 tonnes de viandes bovines non désossées, détenues par l'organisme d'intervention danois,
- 250 tonnes de viandes bovines non désossées, détenues par l'organisme d'intervention belge,
- 2 000 tonnes de viandes bovines non désossées, détenues par l'organisme d'intervention français,
- 2 000 tonnes de viandes bovines non désossées, détenues par l'organisme d'intervention italien,
- 250 tonnes de viandes bovines non désossées, détenues par l'organisme d'intervention néerlandais;
- b) — 4 000 tonnes de viandes bovines non désossées, à vendre comme quartiers compensés, détenues par l'organisme d'intervention allemand,
- 4 000 tonnes de viandes bovines non désossées, à vendre comme quartiers compensés, détenues par l'organisme d'intervention français,
- 1 000 tonnes de viandes bovines non désossées, à vendre comme quartiers compensés, détenues par l'organisme d'intervention espagnol,
- 1 000 tonnes de viandes bovines non désossées, à vendre comme quartiers compensés, détenues par l'organisme d'intervention italien;
- c) — 2 000 tonnes de viandes bovines désossées, détenues par l'organisme d'intervention irlandais,
- 1 000 tonnes de viandes bovines désossées, détenues par l'organisme d'intervention français.

2. Ces viandes sont destinées à être exportées vers les destinations énoncées dans la zone «08» visée à l'annexe II du règlement (CE) n° 1560/98 de la Commission ⁽¹⁾.

3. Sous réserve des dispositions du présent règlement, cette vente a lieu, conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 2539/84 et du règlement (CEE) n° 3002/92.

1. Les qualités et les prix minimaux visés à l'article 3, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 2539/84 sont indiqués à l'annexe I.

2. Pour chaque produit mentionné à l'annexe I, les organismes d'intervention concernés vendent en priorité les viandes dont la durée de stockage est la plus longue. Cependant, afin de mieux gérer les stocks et après notification à la Commission, les États peuvent ne désigner que certains entrepôts frigorifiques ou partie d'entrepôts frigorifiques aux fins de livraison de la viande vendue en application du présent règlement.

Les détails des quantités et des lieux où les produits sont entreposés sont portés à la connaissance des parties concernées aux adresses indiquées à l'annexe II.

3. Ne sont prises en considération que les offres d'adjudication parvenant au plus tard le 13 octobre 1998, à 12 heures, aux organismes d'intervention concernés.

4. Une offre ou une demande d'achat n'est valable que si elle porte sur une quantité minimale de 15 tonnes.

5. Une offre ou une demande d'achat présentée dans le cadre de l'article 1^{er}, paragraphe 1, point b), porte sur le nombre égal de quartiers avant et de quartiers arrière ainsi que sur un prix unique par tonne pour la quantité totale de viande avec os mentionnée dans l'offre ou la demande.

6. Par dérogation à l'article 8, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 2173/79, une offre d'adjudication doit être soumise à l'organisme d'intervention concerné dans une enveloppe fermée portant la référence du règlement concerné. L'enveloppe fermée ne doit pas être ouverte par l'organisme d'intervention avant l'échéance de l'adjudication mentionnée au paragraphe 3.

7. Par dérogation à l'article 8, paragraphe 2, point b), du règlement (CEE) n° 2173/79, les offres ne comportent pas l'indication de l'entrepôt ou des entrepôts où les produits sont stockés.

8. Le montant de la garantie prévue à l'article 5, paragraphe 1, du règlement (CEE) n° 2539/84 est fixé à 12 écus par 100 kilogrammes.

En plus des exigences principales prévues à l'article 5, paragraphe 2, du règlement susmentionné, la demande du certificat d'exportation visée à l'article 3, paragraphe 2, constitue une exigence principale.

Article 3

1. L'information par l'organisme d'intervention sur le résultat des offres ou demandes d'achat est envoyée par télécopieur à chaque opérateur concerné.

⁽¹⁾ JO L 202 du 18. 7. 1998, p. 58.

2. Celui-ci demande dans les cinq jours ouvrables suivant le jour de l'information visé au paragraphe 1 un ou plusieurs certificats d'exportation visés à l'article 8, paragraphe 2, premier tiret, du règlement (CE) n° 1445/95 couvrant la quantité attribuée. La demande doit être accompagnée de la télécopie visée au paragraphe 1 et doit comporter dans la case 7 une mention d'un des pays de la zone «08» visée à l'article 1^{er}, paragraphe 2. De plus, la demande comporte dans la case 20 la mention suivante:

- Productos de intervención sin restitución [Reglamento (CE) n° 2161/98]
- Interventionsvarer uden restitution (forordning (EF) nr. 2161/98)
- Interventionserzeugnisse ohne Erstattung [Verordnung (EG) Nr. 2161/98]
- Προϊόντα παρέμβασης χωρίς επιστροφή [Κανονισμός (ΕΚ) αριθ. 2161/98]
- Intervention products without refund [Regulation (EC) No 2161/98]
- Produits d'intervention sans restitution [règlement (CE) n° 2161/98]
- Prodotti d'intervento senza restituzione [Regolamento (CE) n. 2161/98]
- Producten uit interventievoorraden zonder restitutie (Verordening (EG) nr. 2161/98)
- Produtos de intervenção sem restituição [Regulamento (CE) n° 2161/98]
- Interventiotuotteita — ei vientitukea (Asetus (EY) N:o 2161/98)
- Interventionsprodukt utan exportbidrag (Förordning (EG) nr 2161/98).

Article 4

1. Une garantie destinée à garantir l'exportation vers les pays visés à l'article 1^{er}, paragraphe 2, est constituée par l'acheteur avant la prise en charge. L'importation dans un de ces pays constitue une exigence principale au sens de l'article 20 du règlement (CEE) n° 2220/85 de la Commission (¹).

2. La garantie visée au paragraphe 1 est fixée par tonne:

- pour les quartiers arrière non désossés, à 1 800 écus,
- pour les quartiers avant non désossés, à 1 100 écus,
- pour les quartiers compensés, à 1 800 écus,
- pour les viandes désossées sous code INT 12 à INT 17, ainsi que INT 19, à 2 100 écus,
- pour les autres viandes désossées, à 1 400 écus.

Article 5

Par dérogation à l'article 6 du règlement (CEE) n° 2539/84 le délai de prise en charge est de quarante-cinq jours.

(¹) JO L 205 du 3. 8. 1985, p. 5.

Article 6

Les autorités compétentes peuvent permettre que les produits d'intervention dont l'emballage est déchiré ou sali, soient, sous leur contrôle et avant leur présentation pour expédition au bureau de douane de départ, munis d'un nouvel emballage du même type.

Article 7

En ce qui concerne les viandes vendues au titre du présent règlement, aucune restitution à l'exportation n'est accordée.

L'ordre de retrait visé à l'article 3, paragraphe 1, point b), du règlement (CEE) n° 3002/92, la déclaration d'exportation et, le cas échéant, l'exemplaire de contrôle T 5 sont complétés par la mention suivante:

- Productos de intervención sin restitución [Reglamento (CE) n° 2161/98]
- Interventionsvarer uden restitution (forordning (EF) nr. 2161/98)
- Interventionserzeugnisse ohne Erstattung [Verordnung (EG) Nr. 2161/98]
- Προϊόντα παρέμβασης χωρίς επιστροφή [Κανονισμός (ΕΚ) αριθ. 2161/98]
- Intervention products without refund [Regulation (EC) No 2161/98]
- Produits d'intervention sans restitution [règlement (CE) n° 2161/98]
- Prodotti d'intervento senza restituzione [Regolamento (CE) n. 2161/98]
- Producten uit interventievoorraden zonder restitutie (Verordening (EG) nr. 2161/98)
- Produtos de intervenção sem restituição [Regulamento (CE) n° 2161/98]
- Interventiotuotteita — ei vientitukea (Asetus (EY) N:o 2161/98)
- Interventionsprodukt utan exportbidrag (Förordning (EG) nr 2161/98).

Article 8

Le règlement (CE) n° 788/98 est abrogé.

Article 9

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 7 octobre 1998.

Par la Commission
Franz FISCHLER
Membre de la Commission

ANEXO I — BILAG I — ANHANG I — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I — ANNEX I — ANNEXE I — ALLEGATO I — BIJLAGE I — ANEXO I — LIITE I — BILAGA I

Estado miembro	Productos	Cantidad aproximada (toneladas)	Precio mínimo expresado en ecus por tonelada (1)
Medlemsstat	Produkter	Tilnærmert mængde (tons)	Mindstepriser i ECU/ton (1)
Mitgliedstaat	Erzeugnisse	Ungefähre Mengen (Tonnen)	Mindestpreise, ausgedrückt in ECU/Tonne (1)
Κράτος μέλος	Προϊόντα	Κατά προσέγγιση ποσότητα (τόνοι)	Ελάχιστες τιμές πώλησης εκφραζόμενες σε Ecu ανά τόνο (1)
Member State	Products	Approximate quantity (tonnes)	Minimum prices expressed in ECU per tonne (1)
État membre	Produits	Quantité approximative (tonnes)	Prix minimaux exprimés en écus par tonne (1)
Stato membro	Prodotti	Quantità approssimativa (tonnellate)	Prezzi minimi espressi in ecu per tonnellata (1)
Lidstaat	Producten	Hoeveelheid bij benadering (ton)	Minimumprijzen uitgedrukt in ECU per ton (1)
Estado-membro	Produtos	Quantidade aproximada (toneladas)	Preço mínimo expresso em ecus por tonelada (1)
Jäsenvaltio	Tuotteet	Arvioitu määrä (tonneina)	Alimmat hinnat ecuna tonnilta (1)
Medlemsstat	Produkter	Ungefärlig kvantitet (ton)	Lägsta priser i ecu per ton (1)

Carne con hueso — Kød, ikke udbenet — Fleisch mit Knochen — Κρέατα με κόκαλα — Bone-in beef — Viande avec os — Carni non dissossate — Vlees met been — Carne com osso — Luullinen naudanliha — Kött med ben

a) DEUTSCHLAND	— Vorderviertel	1 000	700
	— Hinterviertel	1 000	900
DANMARK	— Forfjerdinger	250	700
	— Bagfjerdinger	250	900
ITALIA	— Quarti anteriori	1 000	700
	— Quarti posteriori	1 000	900
FRANCE	— Quartiers avant	1 000	700
	— Quartiers arrière	1 000	900
BELGIQUE	— Quartiers arrière/Achtersvoeten	250	900
ÖSTERREICH	— Vorderviertel	1 000	700
	— Hinterviertel	1 000	900
NEDERLAND	— Achtersvoeten	250	900
ESPAÑA	— Cuartos delanteros	1 000	700
	— Cuartos traseros	1 000	900
b) DEUTSCHLAND	— Kompensierte Viertel (2)	4 000	820
FRANCE	— Quartiers compensés (2)	4 000	820
ESPAÑA	— Cuartos compensados (2)	1 000	820
ITALIA	— Quarti compensati (2)	1 000	820

Carne deshuesada — Udbenet kød — Fleisch ohne Knochen — Κρέατα χωρίς κόκαλα — Boneless beef — Viande désossée — Carni senza osso — Vlees zonder been — Carne desossada — Luuton naudanliha — Benfritt kött

IRELAND	— shank (code INT 11)	200	800
	— thick flank (code INT 12)	200	1 300
	— topside (code INT 13)	100	1 400
	— silverside (code INT 14)	100	1 250
	— rump (code INT 16)	100	1 250
	— striploin (code INT 17)	100	1 800
	— flank (code INT 18)	200	700
	— fore rib (code INT 19)	200	1 100
	— shin (code INT 21)	200	800
	— shoulder (code INT 22)	200	1 100
	— brisket (code INT 23)	200	700
	— forequarter (code INT 24)	200	1 100
FRANCE	— Jarret (code INT 11)	100	800
	— Semelle (code INT 14)	100	1 250
	— Flanchet (code INT 18)	400	700
	— Jarret avant (code INT 21)	100	800
	— Épaule (code INT 22)	200	1 100
	— Quartier avant (code INT 24)	100	1 100

- (¹) Véanse los anexos V y VII del Reglamento (CEE) n° 2456/93 de la Comisión (DO L 225 de 4. 9. 1993, p. 4); cuya última modificación la constituye el Reglamento (CE) n° 2602/97 (DO L 351 de 23. 12. 1997, p. 20).
- (¹) Se bilag V og VII til Kommissionens forordning (EØF) nr. 2456/93 (EFT L 225 af 4. 9. 1993, s. 4), senest ændret ved forordning (EF) nr. 2602/97 (EFT L 351 af 23. 12. 1997, s. 20).
- (¹) Vgl. Anhänge V und VII der Verordnung (EWG) Nr. 2456/93 (ABl. L 225 vom 4. 9. 1993, S. 4), zuletzt geändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2602/97 (ABl. L 351 vom 23.12.1997, S. 20).
- (¹) Βλέπε παραρτήματα V και VII του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2456/93 της Επιτροπής (ΕΕ L 225 της 4. 9. 1993, σ. 4), όπως τροποποιήθηκε τελευταία από τον κανονισμό (ΕΚ) αριθ. 2602/97 (ΕΕ L 351 της 23. 12. 1997, σ. 20).
- (¹) See Annexes V and VII to Commission Regulation (EEC) No 2456/93 (OJ L 225, 4.9.1993, p. 4), as last amended by Regulation (EC) No 2602/97 (OJ L 351, 23.12.1997, p. 20).
- (¹) Voir annexes V et VII du règlement (CEE) n° 2456/93 de la Commission (JO L 225 du 4. 9. 1993, p. 4). Règlement modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2602/97 (JO L 351 du 23. 12. 1997, p. 20).
- (¹) Cfr. allegati V e VII del regolamento (CEE) n. 2456/93 della Commissione (GU L 225 del 4. 9. 1993, pag. 4), modificato da ultimo dal regolamento (CE) n. 2602/97 (GU L 351 del 23. 12. 1997, pag. 20).
- (¹) Zie de bijlagen V en VII van Verordening (EEG) nr. 2456/93 van de Commissie (PB L 225 van 4. 9. 1993, blz. 4), laatstelijk gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 2602/97 (PB L 351 van 23. 12. 1997, blz. 20).
- (¹) Ver anexos V e VII do Regulamento (CEE) n° 2456/93 da Comissão (JO L 225 de 4. 9. 1993, p. 4). Regulamento com a última redacção que lhe foi dada pelo Regulamento (CE) n° 2602/97 (JO L 351 de 23. 12. 1997, p. 20).
- (¹) Katso komission asetuksen (ETY) N:o 2456/93 (EYVL L 225, 4.9.1993, s. 4), sellaisena kuin se on viimeksi muutettuna asetuksella (EY) N:o 2602/97 (EYVL L 351, 23.12.1997, s. 20), liitteet V ja VII.
- (¹) Se bilagorna V och VII i kommissionens förordning (EEG) nr 2456/93 (EGT L 225, 4.9.1993, s. 4), senast ändrad genom förordning (EG) nr 2602/97 (EGT L 351, 23.12.1997, s. 20).
- (²) Número igual de cuartos delanteros y traseros.
- (²) Lige stort antal forfjerdinger og bagfjerdinger.
- (²) Gleiche Anzahl Vorder- und Hinterviertel.
- (²) Ίσος αριθμός μπροστινών και πισινών τετάρτων.
- (²) Equal number of forequarters and hindquarters.
- (²) Nombre égal de quartiers avant et quartiers arrière.
- (²) Numero uguale di quarti anteriori e posteriori.
- (²) Een gelijk aantal voor- en achtervoeten.
- (²) Número igual de quartos dianteiros e de quartos traseiros.
- (²) Sama määrä etu- ja takaneljänneksiä.
- (²) Samma antal framkvartsparter och bakkvartsparter.

*ANEXO II — BILAG II — ANHANG II — ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ II — ANNEX II — ANNEXE II —
ALLEGATO II — BIJLAGE II — ANEXO II — LIITE II — BILAGA II*

Direcciones de los organismos de intervención — Interventionsorganernes adresser — Anschriften der Interventionsstellen — Διευθύνσεις των οργανισμών παρεμβάσεως — Addresses of the intervention agencies — Adresses des organismes d'intervention — Indirizzi degli organismi d'intervento — Adressen van de interventiebureaus — Endereços dos organismos de intervenção — Interventioelinten osoitteet — Interventionsorganens adresser

BELGIQUE/BELGIË

Bureau d'intervention et de restitution belge
Rue de Trèves 82
B-1040 Bruxelles
Belgisch Interventie- en Restitutiebureau
Trierstraat 82
B-1040 Brussel
Téléphone/Tel.: (32-2) 287 24 11; télex/telex: BIRB. BRUB/24076-65567; télécopieur/fax: (32-2) 230 2533/280 03 07

BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND

Bundesanstalt für Landwirtschaft und Ernährung (BLE)
Postfach 180203, D-60083 Frankfurt am Main
Adickesallee 40
D-60322 Frankfurt am Main
Tel.: (49) 69 1564-704/772; Telex: 411727; Telefax: (49) 69 15 64-790/791

DANMARK

Ministeriet for Fødevarer, Landbrug og Fiskeri
EU-direktoratet
Kampmannsgade 3
DK-1780 København V
Tlf. (45) 33 92 70 00; telex 151317 DK; fax (45) 33 92 69 48, (45) 33 92 69 23

ESPAÑA

FEGA (Fondo Español de Garantía Agraria)
Beneficencia, 8
E-28005 Madrid
Tel.: (34) 913 47 65 00, 913 47 63 10; télex: FEGA 23427 E, FEGA 41818 E; fax: (34) 915 21 98 32, 915 22 43 87

FRANCE

OFIVAL
80, avenue des Terroirs-de-France
F-75607 Paris Cedex 12
Téléphone: (33 1) 44 68 50 00; télex: 215330; télécopieur: (33 1) 44 68 52 33

ITALIA

AIMA (Azienda di Stato per gli interventi nel mercato agricolo)
Via Palestro 81
I-00185 Roma
Tel. 49 49 91; telex: 61 30 03; telefax: 445 39 40/445 19 58

IRELAND

Department of Agriculture, Food and Forestry
Agriculture House
Kildare Street
IRL-Dublin 2
Tel. (01) 678 90 11, ext. 2278 and 3806
Telex 93292 and 93607, telefax (01) 661 62 63, (01) 678 52 14 and (01) 662 01 98

NEDERLAND

Ministerie van Landbouw, Natuurbeheer en Visserij, Voedselvoorzieningsin- en verkoopbureau
p/a LASER, Zuidoost
Slachthuisstraat 71
Postbus 965
6040 AZ Roermond
Tel. (31-475) 35 54 44; telex 56396 VIBNL; fax (31-475) 31 89 39

ÖSTERREICH

AMA-Agrarmarkt Austria
Dresdner Straße 70
A-1201 Wien
Tel.: (431) 33 15 12 20; Telefax: (431) 33 15 1297
